



Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA

22.1 | 2018
Varia

Éclairage sur le rôle des moines chartreux du Val-Saint-Esprit dans le démantèlement du château comtal de Gosnay (comté d'Artois, Pas-de-Calais) au début du XVI^e siècle

Mathieu Béghin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cem/14947>

DOI : 10.4000/cem.14947

ISSN : 1954-3093

Éditeur

Centre d'études médiévales Saint-Germain d'Auxerre

Référence électronique

Mathieu Béghin, « Éclairage sur le rôle des moines chartreux du Val-Saint-Esprit dans le démantèlement du château comtal de Gosnay (comté d'Artois, Pas-de-Calais) au début du XVI^e siècle », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA* [En ligne], 22.1 | 2018, mis en ligne le 03 septembre 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cem/14947> ; DOI : 10.4000/cem.14947

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.



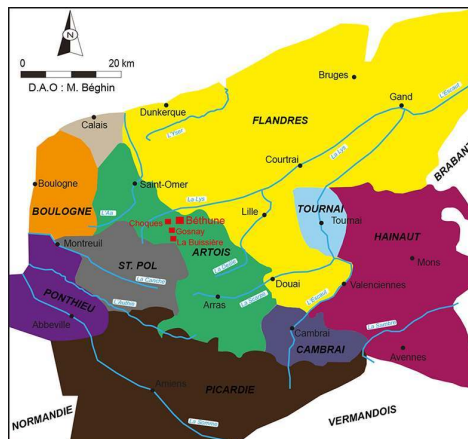
Les contenus du *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre (BUCEMA)* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Éclairage sur le rôle des moines chartreux du Val-Saint-Esprit dans le démantèlement du château comtal de Gosnay (comté d'Artois, Pas-de-Calais) au début du XVI^e siècle

Mathieu Béghin

- 1 L'édification d'un château apparaissant comme un signe fort de l'affirmation d'un pouvoir politique sur un territoire, aucune fortification ne peut être construite ou détruite sans la permission du souverain à partir des XI^e-XII^e siècles. Ainsi, lorsqu'une autorité décide la destruction et le démantèlement d'un site fortifié, elle procède à un acte symbolique fort – le plus souvent violent –, qui, en rappelant les rapports hiérarchiques, marque profondément le paysage et les esprits¹. Les entreprises de démantèlement de places

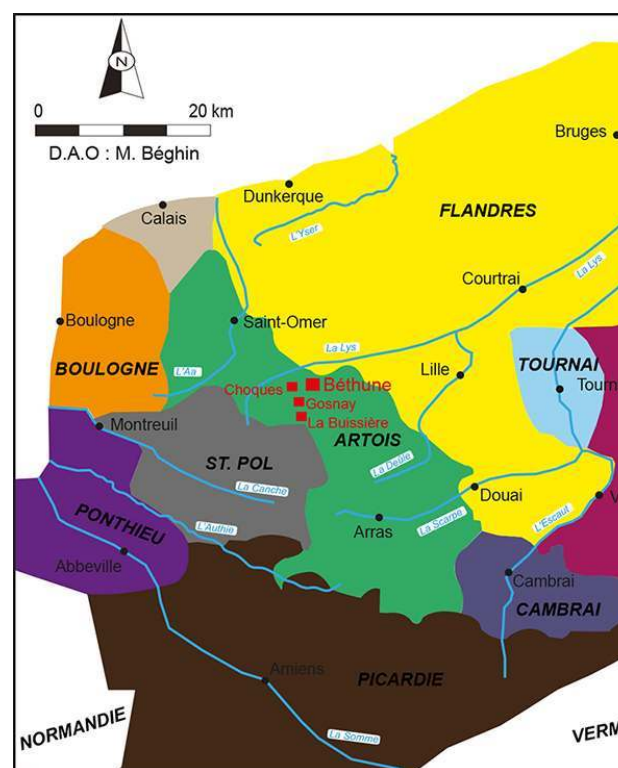
fortes, qui s'opèrent à la fin du Moyen Âge, ont lieu majoritairement pour punir des seigneurs ou des populations accusés de félonie (la destruction-sanction). Néanmoins, les démantèlements peuvent aussi intervenir pour sécuriser un territoire lorsqu'un seigneur ne peut établir une garnison dans un site fortifié, que celui-ci soit jugé indéfendable, trop coûteux à entretenir, obsolète à la suite d'une reconfiguration des frontières ou face aux progrès de l'artillerie, voire en raison d'une contrainte urbanistique (la destruction-



prévention)². Le démantèlement préventif est un cas de figure assez peu développé par l'historiographie, surtout lorsqu'il ne résulte pas d'une stratégie militaire. En cela, la disparition du château comtal de Gosnay au début du XVI^e siècle se présente comme un cas « atypique ».

- 2 Cette demeure était une résidence fortifiée que le puissant prévôt d'Aire-sur-la-Lys, Thierry d'Hireçon, fit édifier avec le consentement de la comtesse Mahaut d'Artois en 1309. Clerc et conseiller de cette dernière, il lui cède immédiatement sa résidence, s'en réservant l'usufruit, en remerciement des grâces que le pouvoir comtal lui avait concédées³. Ce dernier en fait un élément de la ligne de défense du comté d'Artois avec les châteaux de Béthune, de La Buissière et de Choques (fig. 1). Cependant, avec la fin de la guerre de Cent Ans et l'assoupissement du conflit franco-bourguignon-habsbourgeois, cette place forte devient rapidement une composante défensive secondaire que le pouvoir comtal néglige d'entretenir. Face à l'état de vétusté des lieux, abandonnés aux éléments et aux hommes d'armes en rupture d'engagement, la communauté des chartreux du Val-Saint-Esprit de Gosnay demande l'intervention du pouvoir comtal. Ce dernier déclassé militairement le château et le revend aux religieux, avec pour charge de le démanteler à leurs frais.

Fig. 1 – Carte des anciens Pays-Bas bourguignons au début du XVI^e siècle



- 3 Absent des ouvrages généraux concernant les mottes, maisons fortes, châteaux et autres sites fortifiés de l'ancien comté d'Artois⁴, le château de Gosnay reste peu connu des érudits et historiens locaux. Depuis le XIX^e siècle, ceux-ci n'évoquent d'ailleurs le démantèlement du château⁵ qu'à l'occasion de la reconstruction des cloîtres du monastère du Val-Saint-Esprit, situé à proximité⁶. Une recherche récente sur cet établissement – commandée par la Direction archéologique de l'agglomération de Béthune-Bruay⁷ – a permis de retrouver une série de documents inédits – originaux⁸ et

copies partielles⁹ – concernant le rachat et le démantèlement de cette place forte. Afin de mener une étude approfondie et d'en saisir toutes les nuances, la documentation émanant des fonds du comté d'Artois a été complétée par quelques pièces issues des archives de la communauté du Val-Saint-Esprit de Gosnay et de la commune de Béthune¹⁰. L'enquête menée se déroule entre 1518 – année de la vente du château – et 1529 – date de la dernière mention du démantèlement – et cherche à comprendre le processus de déclassement d'une forteresse située en zone frontrière, en identifiant les raisons pour lesquelles une requête a été émise par les religieux et pourquoi le comte d'Artois y accède si facilement, les enjeux révélés par cette transaction, la manière dont se déroule le démantèlement ou encore les conséquences de cette destruction sur l'économie cartusienne locale.

Le château de Gosnay

La procédure de rachat

- 4 La destruction d'un site fortifié nécessite, en premier lieu, de le déclasser militairement pour des raisons d'ordre sécuritaire et financier. Dans le cas ici présenté, l'opération trouve ses origines dans une « umble supplication » émanant des religieux du Val-Saint-Esprit, par laquelle ils requièrent que le pouvoir comtal leur loue le château et ses dépendances contre le versement d'une rente perpétuelle¹¹. Cette requête est motivée par un abandon des lieux depuis le décès du dernier capitaine, le seigneur de Coupigny¹². Livré aux éléments et aux hommes, le site est jugé dangereux tant par son état, qui en fait un « chastel fort anchien, caducque et comme du tout en ruyne¹³ », que par l'insécurité ambiante du fait de l'absence de défenseurs¹⁴. Dans un contexte de guerre larvée entre Charles de Habsbourg et François I^{er}¹⁵, les religieux, dont le monastère n'est situé qu'à quelques dizaines de mètres du château¹⁶, souhaitent « délivrer et affranchir leur maison des dangiers qui eussent peult advenir par tamps de guerre au moyen d'un tel lieu et sy prés de leur dicte maison et monastere », car ils savent d'expérience que par « temps de guerre se logent communément aventuriers et gens vagabondes » dans ce type de places fortes¹⁷.
- 5 Le comte d'Artois d'alors, qui n'est autre que Charles de Habsbourg, mandate la Chambre des comptes de Lille pour procéder à une enquête afin de déterminer la recevabilité de la demande. L'investigation menée par les agents administratifs confirme bien la vétusté du château et l'insécurité qu'il fait encourir à son voisinage plus ou moins proche¹⁸. En outre, l'enquête met aussi en lumière l'aspect déficitaire de cette résidence comtale pour les finances du baillage de Béthune. Le maintien d'un capitaine dans les murs représentait une dépense de 40 livres tournois pour le trésor d'Artois, alors que les gains financiers, qui se dégageaient des possessions dépendant du château, étaient considérés comme bien moindres¹⁹.
- 6 La légitimité de la requête étant démontrée, le pouvoir comtal consent, « de grâce especial », à céder le château avec toutes ses « appartenances et appendences quelzconques en grandeur de six mencaudées de terre ou environ²⁰ ». Contrairement à ce qui avait été demandé par les religieux, la cession des lieux s'effectue non pas contre le versement d'une rente perpétuelle, mais en échange d'un paiement unique d'une valeur de 2 000 livres. Tenant compte des éléments mis en lumière par l'enquête qu'il a diligentée, Charles de Habsbourg comprend que la vente du site représente le moyen de

réaliser de substantielles économies, tout en lui permettant de sécuriser la banlieue de Béthune à moindres frais²¹. En outre, le pouvoir comtal avance l'idée que la somme issue de cette vente doit lui permettre d'investir dans l'achat d'un domaine plus rentable²².

- 7 Le montant de 2 000 livres, qui se veut être « une somme et pris raisonnable », selon la valeur des lieux et la capacité financière des moines chartreux, résulte d'un accord convenu entre le comte et le prieur du Val-Saint-Esprit²³. Fixée en juin 1518, la somme est rapidement acquittée, puisque Jean Fainer Laisne, receveur du domaine de Béthune, confesse avoir reçu l'argent dès le 5 août 1518. La transaction est d'ailleurs confirmée par la Chambre des comptes de Lille le 29 août du même mois²⁴.
- 8 La cession du château de Gosnay et de ses dépendances aux moines chartreux ne s'est pas limitée au simple paiement d'une somme d'argent, puisque les religieux ont dû répondre à un certain nombre d'obligations imposées par le pouvoir comtal.

Les clauses obligatoires dans les conditions générales de vente

- 9 En acceptant les termes du contrat de vente, le prieur du Val-Saint-Esprit s'engage, en premier lieu, à démanteler le château et les bâtiments attenants aux frais de sa communauté. Conscient du coût d'une telle opération, le comte d'Artois concède la libre jouissance des matériaux de construction à l'établissement cartusien²⁵. L'acte de vente confère également aux religieux la faculté de démonter la fontaine du château et son système d'adduction pour desservir leur monastère ou « autremens en user et disposer ainsi que bon leur semblera²⁶ ». Ce point est particulièrement intrigant du fait que, depuis 1324, les religieux disposent de leur propre fontaine, qui est reliée à celles du château et de l'hôpital Saint-Jean, tous deux situés à quelques dizaines de mètres²⁷. Seule la comparaison des études exhaustives des quittances et comptes de travaux du monastère et du château serait en mesure de préciser la localisation de ce système et de renseigner son évolution.
- 10 La destruction du château amène la disparition de la chapelle castrale, qui, avec celle de l'hôpital Saint-Jean, ne formait qu'une seule entité, desservie par un même chapelain. Issu de la communauté du Val-Saint-Esprit, ce dernier assurait trois messes par semaine à l'hôpital et deux au château. Parmi les clauses exigées par le pouvoir comtal figurait l'obligation, pour le monastère cartusien, de continuer à assurer la desserte spirituelle de l'hôpital, dont la collation demeurait au comte d'Artois²⁸.
- 11 Le dernier type de condition que les moines s'engagèrent à remplir était le paiement annuel et perpétuel de rentes foncières pesant sur les six mencaudées de terre qu'occupait le château de Gosnay. Ces charges étaient entre les mains de trois propriétaires : le chapitre de l'église collégiale de Saint-Barthélemy de Béthune (40 sous), le seigneur d'Hesdigneul (13 sous 4 deniers) et le receveur de Béthune (8 sous)²⁹. L'état de la documentation ne permet pas de savoir si cette clause fut assurée dans la longue durée ou si un accord de rachat ou d'échange intervint avec l'un de ces propriétaires.

L'opération de démantèlement

Destruction des murs et vente des matériaux

- 12 Les travaux de démolition d'une place forte sont très bien organisés et donnent lieu à une production documentaire abondante, qui est rarement parvenue intacte jusqu'au XXI^e siècle. Bien que lacunaires, les informations relevées présentent l'opération de démantèlement comme une organisation complexe, où se mêlent les travaux, soumis au privilège seigneurial de la corvée, et les phases rémunérées à la journée et/ou répondant à un marché passé avec des entrepreneurs. Ce dernier type d'exécution concerne généralement la démolition d'éléments qui requièrent des compétences techniques particulières (travail de sape, etc.). En outre, il apparaît qu'une telle entreprise nécessite une main-d'œuvre abondante, qui se compose généralement de maçons et de manouvriers³⁰.
- 13 Le démantèlement du château de Gosnay présente une opération complexe, qui se déroule en trois phases. Entre le jour de Carême 1518 et le mois de novembre 1521, les moines chartreux emploient des artisans du bâtiment (maçons, charpentiers), des manouvriers³¹ et des charretiers pour procéder à la démolition et à l'évacuation des gravats³². L'entreprise semble être menée avec minutie, car les matériaux sont triés par types pour être revendus à des professionnels. Ainsi, Jean Maupetit, marchand de plomb, demeurant à Douai, et Pasquier le Brun, verrier de Béthune, achètent 24 034 livres de plomb, tandis que d'autres marchands et artisans spécialisés acquièrent régulièrement les matériaux lithiques (calcaire et grès), le fer, le bois et les tuiles, selon l'avancement du chantier, entre 1518 et 1523³³. Cependant, le retour de la guerre dans le comté d'Artois vient entraver le bon déroulement de l'entreprise. En novembre 1521, les religieux sont en effet contraints de vendre deux de leurs chevaux pour cause de guerre³⁴, tandis que les deux restants sur le chantier, qui étaient utilisés « pour tirer journallement les immondices », sont volés lors du pillage du monastère par les troupes du roi de France, en 1523³⁵. Cette année-là, l'entreprise de démolition ne semble pas avoir beaucoup avancé si l'on se réfère à un acte dans lequel les moines chartreux achètent une maison « séans audevant de la porte du chasteau dudit Gosnay », comme si celui-ci était toujours debout³⁶.
- 14 Dès l'année 1520, le contrat passé entre le prieur du Val-Saint-Esprit, Dom Pierre Marnef de Leyde, et l'entrepreneur Martin Pinchon³⁷, pour la reconstruction du grand cloître du monastère, laisse penser que le démantèlement est encore peu avancé et que les religieux peinent à le mener à bien³⁸. Selon les termes du contrat, la facture de 1 200 livres a été payée moitié en argent et moitié en nature, à partir des matériaux provenant des anciens cloîtres du monastère et des ruines du château. Néanmoins, Martin Pinchon doit patienter une année après la fin des travaux de reconstruction pour exploiter l'ancien donjon du château comme carrière de pierre. Les travaux durent quatre ans ; il doit donc attendre 1525 pour reprendre le démantèlement du château à son compte³⁹. Aussitôt la restauration du grand cloître achevée, Dom Pierre Marnef de Leyde commande celle du petit cloître. Bien qu'étant menée par le même entrepreneur, la campagne de travaux, qui s'étend de 1526 à 1528, s'accompagne d'une modification des termes du contrat, puisque les religieux s'engagent à fournir les matériaux lithiques (calcaire et grès)⁴⁰. Les ruines du château ayant été cédées à Martin Pinchon, on peut se demander d'où provenaient ces

pierres : s'agissait-il d'un stock issu du démantèlement ou d'un approvisionnement extérieur ? Martin Pinchon décède prématurément en 1526, ce qui explique que le 25 décembre de cette même année, un certain Jean Foucquart, marchand de pierres demeurant au faubourg du Rivage de la ville de Béthune, est présenté comme le nouveau « mary et bail de demiselle Jacquemines du Tailliche, paravant vesve de deffunct Martin Pinchon ». En épousant cette veuve, Jean Foucquart récupère le droit d'exploitation des pierres de l'ancien château qu'il s'empresse de revendre à la ville de Béthune pour la somme de 880 livres⁴¹, réalisant ainsi un bénéfice de 220 livres par rapport au prix d'acquisition de 1520.

- 15 Le rachat d'un château pour le transformer en carrière de pierre est une pratique qui a été mise en lumière par Alain Salamagne pour la ville de Douai au Moyen Âge⁴². Bien qu'important à l'époque préindustrielle, le marché des matériaux de construction d'occasion est une thématique scientifique très récente⁴³. Au regard de ses comptabilités, la ville de Béthune disposait des moyens financiers et humains nécessaires pour poursuivre l'entreprise commencée par la communauté du Val-Saint-Esprit (fig. 2). Il est ainsi possible de suivre le démantèlement, semaine après semaine, entre le 26 mai et le 12 novembre 1527. L'échevinage béthunois rémunère alors plusieurs dizaines de manouvriers pour avoir « esté au chasteau de Gosnay, desblaier et mis a point des pierres⁴⁴ », ainsi que des charretiers pour amener à Béthune « tant pierres de cauchie que autres pierres prinses au chasteau de Gosnay pour les ouvraiges de ladicte ville⁴⁵ ». À la fin de l'année 1527, l'essentiel des ressources du site semble être récupéré, car les mentions de son exploitation cessent et le scribe évoque la « povreté de Gosnay » pour désigner la carrière⁴⁶. Cette idée est également confortée par une mention de 1529, lorsque la ville de Béthune passe un marché avec un certain Antoine Martin pour « la widenge et desblay » du château de Gosnay⁴⁷, officialisant ainsi la fin de son exploitation comme carrière de pierre⁴⁸.

Fig. 2 – Détail du démantèlement du château de Gosnay, mené par la ville de Béthune (du 26 mai au 12 novembre 1527)

Dates	Intervenants	
semaine du lundi 26 mai 1527	11 manouvriers	déblayer les
semaine du lundi 3 juin 1527	14 manouvriers	déblayer les
	1 charreton	amener 28 ch
semaine du 2 juillet 1527	1 charreton	amener 25 ch
semaine du 9 juillet 1527	3 charretons	amener 61 ch
semaine du 16 juillet 1527	5 charretons	amener 168 ch
semaine du 24 juillet 1527	5 charretons	amener 127 ch
semaine du 1 ^{er} juillet 1527	5 charretons	amener 148 ch
	8 manouvriers	charger et dé
semaine du 6 août 1527	32 manouvriers	charger et dé
	5 charretons	amener 123 ch
semaine du lundi 18 août 1527	1 charreton	amener 11 ch
semaine du lundi 3 septembre 1527	1 charreton	amener 13 ch
semaine du lundi 10 septembre 1527	6 manouvriers	charger et dé
	1 charreton	amener 4 ch
semaine du lundi 16 septembre 1527	1 charreton	amener 8 ch
semaine du lundi 25 septembre 1527	1 charreton	amener 7 ch
semaine du lundi 4 juillet 1527	1 charreton	amener 7 ch
		Saint-Nicola
semaine du lundi 22 juillet 1527	36 manouvriers	déblayer les
	1 charreton	amener 15 ch
		Cordeliers
semaine du lundi 29 juillet 1527	30 manouvriers	déblayer et c
	3 charretons	amener 75 ch
		Saint-Pry
semaine du 5 août 1527	27 manouvriers	déblayer et c
	1 charreton	amener 20 ch
		porte
semaine du 12 août 1527	45 manouvriers	déblayer et c
	2 charretons	amener 50 ch
semaine du 19 août 1527	45 manouvriers	déblayer et c
	4 charretons	amener 93 ch
semaine du 26 août 1527	29 manouvriers	charger et dé
	3 charretons	amener 75 ch
	4 tailleurs de pierre	tailler les pie
semaine du 2 septembre 1527	30 manouvriers	charger et dé
semaines du 9 septembre au 5 novembre 1527	non renseignées	
semaine du 12 novembre 1527	11 manouvriers	charger et dé

Un bilan financier négatif

- 16 Au début du XVI^e siècle, le monastère du Val-Saint-Esprit semble tirer ses revenus d'un patrimoine foncier bien exploité⁴⁹. Cette situation financière lui permet de réaliser une série d'acquisitions de pièces de terres labourables, de bois et de maisons à Gosnay⁵⁰ et dans ses alentours (Gonnehem⁵¹, Labeuvrière⁵², La Buissière⁵³), entre les années 1490 et 1523⁵⁴. Néanmoins, l'analyse du compte de démantèlement révèle un certain nombre de difficultés financières liées au rachat du château. Tout d'abord, la procédure de vente nécessite de nombreux échanges entre la communauté et les différents organes de l'administration comtale, ce qui engendre des frais de voyage et de courrier qui s'élèvent à 282 livres⁵⁵. Ces dépenses semblent avoir grevé les caisses du monastère qui est contraint de négocier un échéancier de paiement avec le comte d'Artois pour le rachat du château. Malgré un accord conclu, ce dernier exige des religieux un règlement unique des 2 000 livres, ce qui oblige les religieux à mettre à contribution leur important patrimoine forestier en procédant à des coupes extraordinaires de bois – dont le produit est aussitôt revendu à perte – et à solliciter leurs censitaires afin d'obtenir une avance sur leurs paiements⁵⁶. La communauté ayant réussi à collecter la somme exigée, elle charge deux représentants de la porter à Bruges, mais, une fois sur place, ceux-ci rencontrent une nouvelle déconvenue. La dévaluation monétaire entre les monnaies d'Artois et de Flandre engendre en effet un manque de 174 livres. Afin de surmonter le plus rapidement ce nouvel obstacle, une rente de 60 livres au denier 20 est contractée pour réunir les 2 000 livres en monnaie de Flandre. Au remboursement de cet emprunt imprévu, doit

aussi être ajouté le paiement annuel des 68 sous de rentes foncières qui pèsent sur les six mesures de terre sur lesquels s'étend le château de Gosnay⁵⁷.

- 17 Le démantèlement par lui-même a induit un certain nombre de coûts supplémentaires liés au chantier de démolition. Il s'agit tout d'abord des frais de fonctionnement, tels que le paiement des ouvriers spécialisés (maçons, charpentiers), pour la destruction, et d'aides (manouvriers et charretiers), pour le transport et l'évacuation des gravats. Pour ce poste de dépense, l'auteur de la copie du compte de démantèlement, l'abbé Ingold, n'a pas jugé digne d'intérêt de noter le montant des sommes engagées⁵⁸. Il en va de même pour les frais d'achat et d'entretien liés à l'outillage – pics, pelles, cordages, civières, brouettes, etc. –, qui sont ici absents de la copie. Bien qu'incomplet sur plusieurs aspects, ce document nous apprend que les moines chartreux devaient faire face à une importante quantité de vols. Réalisées de jour comme de nuit, ces rapines concernaient principalement le plomb, un matériau présent en très grande quantité sur le site et qui assurait d'importants revenus aux religieux (fig. 3)⁵⁹.

Fig. 3 – Bilan financier du Val Saint-Esprit à l'issue de l'opération de démantèlement

Recette des matériaux		Mi
Plomb (34 034 livres)	486 livres 17 sous	Achat du château
Fer	86 livres	Frais diplomatiques
Principaux bois et huisseries	360 livres	Achat de rente
Étables de la basse-cour	160 livres	Main d'œuvre
Tuiles (123 000 unités)	186 livres 16 sous	Évacuation des gravats
Pierres	269 livres 12 sous	Outillage
Marchés et autres pierres	2 110 livres	Vols
Plusieurs autres petites choses	26 livres	Arriérés de revente de ma
Pierres servant au monastère	160 livres	Entrée(s) manquante(s)
Entrée(s) manquante(s)	/	
TOTAL DES RECETTES		3 864 liv
TOTALE DES MISES ENGAGÉES		4 314 liv
SOLDE		- 449 livr

- 18 Le bilan financier dressé par la communauté du Val-Saint-Esprit présente un solde provisoire négatif. Le total des mises engagées s'élève, en effet, à 4 314 livres et 2 sous pour une recette estimée de 3 864 livres 4 sous⁶⁰. En outre, les religieux signalent que le montant des sommes devant être reçues est moins important du fait de nombreux impayés s'élevant à 120 livres en 1523. Face aux difficultés pour percevoir ces sommes et aux frais juridiques que cela occasionnerait, les moines décident finalement d'exempter une partie des débiteurs de leurs dus⁶¹.

Conclusion

- 19 Le démantèlement du château de Gosnay se présente comme un cas atypique d'une opération privée menée par des religieux pour leur propre confort de vie, même si l'ombre d'un pouvoir comtal, heureux de se débarrasser d'une forteresse déficitaire et inutile à moindres frais, se laisse percevoir. La reconstruction économique après la guerre de Cent Ans permet aux moines chartreux du Val-Saint-Esprit de procéder à l'achat de la forteresse et de supporter les dépenses annexes. Néanmoins, les exigences matérielles et financières, que nécessite une telle entreprise, ainsi que le retour d'un contexte politique difficile incitent les religieux à recourir à un expédient pour poursuivre le démantèlement. Ainsi, l'abandon de la démolition à un entrepreneur assure la continuité de l'exploitation du site en tant que carrière de pierre, bien qu'il prive les religieux des revenus issus de la vente des matériaux de construction. Choix délibéré ou imposé par une contrainte technique, que l'entrepreneur ne pouvait dépasser, la cession des ruines du château à la ville de Béthune permet de mener à bien la destruction, qui prit fin entre 1527 et 1529. Même si les religieux cartusiens vont clore cette affaire avec un déficit financier d'environ 500 livres, ils contribuent à grandement réduire les menaces extérieures envers leur établissement. Dès lors, au regard des affres qu'ils subissent au cours des XVI^e et XVII^e siècles, cette mesure préventive est loin d'avoir été inutile.
- 20 La préparation d'une campagne de prospection géophysique par la Direction archéologique de l'agglomération de Béthune-Bruay, dans l'enclos de l'ancien monastère du Val-Saint-Esprit ainsi qu'aux emplacements supposés du château et de l'hôpital de Gosnay, se présente comme une perspective intéressante pour améliorer la connaissance de la résidence comtale, de sa création à son démantèlement⁶² : le château est-il bien situé à l'emplacement supposé ? Quelle est son emprise au sol et sa configuration ? Peut-on retrouver des traces du système d'adduction qui reliait le château et le monastère ? Reste-t-il des témoins du démantèlement ? Peut-on phaser la campagne de destruction ? Le site est-il totalement nettoyé ou les gravats occupent-ils toujours un tiers de l'enclos castral ? Telles sont les questions que l'on peut espérer voir éclairées lors de cette prochaine phase d'étude du site.

Reçu : 22 février 2018 – Accepté : 6 mai 2018

NOTES

1. P. JANSEN, « Bastilles médiévales : les communes à l'assaut des forteresses princières », in P. BOUCHERON et J. CHIFFOLEAU (éd.), *Religion et société urbaine au Moyen Âge. Études offertes à Jean-Louis Biget par ses anciens élèves*, Paris, 2000, p. 383 ; P. CONTAMINE, « Les temps médiévaux (jusqu'au milieu du XVI^e siècle) », in G. BLIECK, P. CONTAMINE, C. CORVISIER, N. FAUCHERRE et J. MESQUI (dir.), *La forteresse à l'épreuve du temps. Destruction, dissolution, dénaturation, XI^e-XX^e siècle. Actes du 129^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques (Besançon, 2004)*, Paris, 2007, p. 12 ; M. BOONE, « Châtier les villes : un plaidoyer pour une histoire urbaine comparée ? », in P. GILLI et J.-P. GUILHEMBET

(dir.), *Le châtement des villes dans les espaces méditerranéens : Antiquité, Moyen Âge, époque moderne*, Turnhout, 2012, p. 397-409 ; P. CHARRUADAS, S. DEMETER, M. DE WAHA, V. HEYMANS et P. SOSNOWSKA, « *Cepi incendioque delevi...* Enjeux politiques et réalité matérielle des destructions architecturales intentionnelles en Brabant méridional (XII^e-XVII^e siècle) », in D. ENGELS, D. MARTENS et A. WILKIN (dir.), *La destruction dans l'histoire : pratiques et discours*, Bruxelles, 2013, p. 185-213.

2. L. AVEZOU, « Richelieu destructeur des fortifications : historiographie d'un mythe national », in G. BLIECK et alii, *La forteresse...*, *ibid.*, p. 145-147 ; P. CONTAMINE, « Les temps médiévaux... », *ibid.*, p. 11-13 ; E. JACQUIER, « Châteaux médiévaux de Bourgogne : de la magnificence à la ruine », *ibid.*, p. 45-46 ; B. BOQUIEN, « Le rôle des châteaux forts de la vallée de la Loire à la charnière des XVI^e et XVII^e siècles », in J.-P. BOIS (dir.), *La Loire, la guerre et les hommes. Histoire géopolitique et militaire d'un fleuve*, Rennes, 2013, p. 97-109 ; P. BRAGARD, « Démanteler les forteresses. Un survol historique », in *Festung Lëtzebuerg 1867-2017*, Luxembourg, 2017, p. 15-24.

3. L'origine du patrimoine de Thierry d'Hireçon se trouve dans les largesses accordées par le comte Robert II d'Artois et sa fille Mahaut, cf. J.-M. RICHARD, *Une petite-nièce de saint Louis. Mahaut comtesse d'Artois et de Bourgogne (1302-1329)*, Paris, 1887, p. 283-284 ; J.-M. RICHARD, « Thierry d'Hireçon, agriculteur artésien (13.-1328) », *Bibliothèque de l'École des chartes*, 53 (1892), p. 383-416 ; P. BOUGARD, « La fortune et les comptes de Thierry de Hérisson (mort en 1328) », *Bibliothèque de l'École des chartes*, 123 (1965), p. 133.

4. J. THIÉBAUT, *Dictionnaire des châteaux de France*, t. 4 (Artois, Flandre, Hainaut, Picardie, Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne), Paris, 1978 ; P. SEYDOUX, *Forteresses médiévales du nord de la France*, Paris, 1979 ; P. DEMOLON (dir.), *Mottes et maisons-fortes en Artois médiéval*, Douai, 1991 ; F. PERREAU et G. LEFRANCS, *Mottes castrales et sites fortifiés médiévaux du Pas-de-Calais*, Arras, 2005.

5. Le seul article consacré au château de Gosnay ne prend même pas la peine de faire allusion à cet épisode, cf. P. FRANCIS, « L'intérêt des documents comptables dans l'étude des fortifications médiévales : l'exemple de Gosnay et d'Hucqueliers », in *La guerre et les affaires militaires dans le nord de la France. Actes du 19^e congrès régional des sociétés savantes du Nord de la France (Fruges, 1978)*, 1982, dactylographié. (Comité d'Histoire du Haut-Pays, études n° 2), p. 5-32.

6. C. D'HÉRICOURT, « Chartreuse du Val-Saint-Esprit de Gosnay », in *Dictionnaire historique et archéologique du département du Pas-de-Calais*, t. 2 (Arrondissement de Béthune), Arras, 1878, p. 65-66 et 70-71 ; C. LE COUTEULX, « Val Saint-Esprit », in *Maisons de l'Ordre des Chartreux : vues et notices*, t. 2, Parkminster, 1915, p. 162 ; R. POTIER, *Les chartreuses de Gosnay du XIV^e au XXI^e siècle*, Lille, 2004, p. 1 ; L. BAUDOUX-ROUSSEAU, « La reconstruction et le décor des cloîtres de la chartreuse du Val-Saint-Esprit à Gosnay, XVI^e-XVII^e siècle », in M. VALDHER (dir.), *Moines et moniales dans l'ordre des Chartreux. L'apport de l'archéologie*, Salzburg, 2007, p. 265-291 ; L. BAUDOUX, « La chartreuse du Val-Saint-Esprit à Gosnay (XVI^e-XVIII^e siècle) : architecture, monuments funéraires et verrières », in *Histoire et archéologie du Pas-de-Calais*, 27 (2009), p. 87-88 ; M. VALDHER, « La chartreuse du Val-Saint-Esprit à Gosnay », in J. HOGG et G. SCHLEGEL (éd.), *Monasticon cartusiense*, t. 1 (*Provinciae Picardiae*), Salzburg, 2015, p. 115 ; A. BYLEDBAL et T. JÉRÔME, « Le Mont Sainte-Marie et le Val Saint-Esprit de Gosnay : histoire d'un voisinage monastique », in L. AUBERSON (dir.), *Les chartreuses et leur espace*, Lausanne, 2016, p. 147-162.

7. M. BÉGHIN, « La chartreuse du Val-Saint-Esprit (Gosnay). Bilan des connaissances et perspectives », in M. BÉGHIN, C. MANCEAU et M. VALDHER (éd.), *Archéologie et technologies au service de la valorisation du patrimoine en Artois et ses régions limitrophes du Moyen Âge à l'époque moderne. Actes du 3^e colloque de Gosnay (Gosnay, 1^{er} et 2 décembre 2017)*, 2019, à paraître.

8. Archives départementales du Nord [désormais abrégées ADN], B 1615, fol. 9r-v, juin 1518 ; Archives départementales du Pas-de-Calais [désormais abrégées ADPC], 29 H 2, pièce n° 5, juin 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, 5 août 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, 14 août 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, 29 août 1518.

9. ADPC, ms. 488, p. 22-27, XIX^e siècle (copie partielle du compte de démantèlement tenu par les chartreux de 1518 à 1523, réalisée par l'abbé Ingold).
10. Il s'agit de titres de propriété du monastère cartusien (ADPC, 29 H 3 à 29 H 14, XIII^e-XVIII^e siècle) et de comptabilités communales (Archives municipales de Béthune [désormais abrégées AMB], CC 97, 1526-1527 ; CC 98, 1527-1528).
11. ADN, B 1615, fol. 9r, juin 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, juin-août 1518.
12. D'après le compte de démantèlement tenu par les moines chartreux, le château n'est déjà presque plus habitable à la mort du dernier capitaine, en dehors de la cuisine et des celliers, les lieux où un concierge continua à vivre jusqu'au rachat de 1518 (ADPC, ms. 488, p. 21, XIX^e siècle). Cet état est également suggéré par les comptes de baillage de Béthune, qui, à partir de 1493, ne mentionnent plus aucune réfection au château de Gosnay (ADN, B 14738, 1493-1494 à B 14752, 1517-1518).
13. ADN, B 1615, fol. 9r, juin 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, juin-août 1518.
14. Toujours selon la copie du compte de démantèlement précédemment citée, le seigneur d'Hesdigneul (village mitoyen de Gosnay) ne semble pas avoir été intéressé pour reprendre les lieux (ADPC, ms. 488, p. 21-22, XIX^e siècle).
15. La lutte ouverte entre le royaume de France et le Saint-Empire romain germanique ne reprend qu'en 1521, cf. A. LOTTIN, « Le règne de Charles Quint (1506-1555). Pouvoirs et conflits », in A. LOTTIN et P. GUIGNET (dir.), *Histoire des provinces françaises du Nord*, t. 3 (*De Charles-Quint à la Révolution française, 1500-1789*), Arras, 2006, p. 19-22.
16. M. BÉGHIN, « La chartreuse du Val-Saint-Esprit (Gosnay)... », *op. cit.*
17. ADN, B 1615, fol. 9r, juin 1518.
18. Le château de Gosnay étant situé à environ 5 km de la ville de Béthune, Charles de Habsbourg considère que le cantonnement de troupes ennemies en ce lieu est « au désavantage de nous et de notre dite ville de Béthune [plutôt] que a notre prouffit » (ADN, B 1615, fol. 9r, juin 1518).
19. ADN, B 1615, fol. 9r, juin 1518.
20. ADN, B 1615, fol. 9r, juin 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, juin-août 1518.
21. Le comte d'Artois n'est pas prêt à mener une importante campagne de réfection du château comme cela avait été le cas dans les années 1470 (ADN, B 14732, fol. 55v-57r, 1469-1470 ; B 14733, fol. 63v-68r, 1470-1471 ; B 14734, fol. 70r-73v, 1471-1472 ; B 14735, fol. 72r-75r, 1472-1473 ; B 14736, fol. 73v-75v, 1473-1474).
22. ADN, B 1615, fol. 9r, juin 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, juin-août 1518.
23. En dehors de l'acte de vente officiel, il ne reste plus aucun document attestant de la négociation de cette somme.
24. ADN, B 1615, fol. 9v-10r, juin 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, juin 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, 5 août 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, 14 août 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, 29 août 1518.
25. « Prendre et employer les estoffes et matieres qui en viendront en tel usaige et a leur plus grant prouffit qu'ilz pourront » (ADN, B 1615, fol. 9r, juin 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, juin-août 1518).
26. ADN, B 1615, fol. 9r-v, juin 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, juin 1518.
27. ADPC, A 429, pièce n° 4, 1324.
28. ADN, B 1615, fol. 9r-v, juin 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, juin 1518.
29. *Ibid.* ; ADPC, ms. 488, p. 24-25, XIX^e siècle.
30. B. BOQUIEN, « Le rôle des châteaux forts de la vallée de la Loire à la charnière des XVI^e et XVII^e siècles », in J.-P. BOIS (dir.), *La Loire, la guerre...*, *op. cit.*, p. 97-109 ; P. CHARRUADAS et alii, « *Cepi incendioque delevi...* », *op. cit.*, p. 196 ; P. SAINT-AMAND, « La démolition des fortifications de Dinant après le sac de 1466 : un épisode de la vengeance de Philippe le Bon contre les Dinantais », in P. SAINT-AMAND et A. TIXHON (dir.), « *Ici fut Dinant* » *Autour du sac de 1466*, Dinant, 2016, p. 96-120 ; M. BÉGHIN, « Quand la ville absorbe ses faubourgs : l'entreprise royale de réaménagement du paysage

amiénois (1476-1520) », in *Actes du 3^e congrès francophone d'histoire de la construction (Nantes, 21-23 juin 2017)*, Paris, 2018, à paraître.

31. La copie partielle du compte de démantèlement fait état de « frais de bouche des manouvriers » et non du paiement de leurs salaires. Il est donc fort probable qu'une partie de ces travailleurs (si ce n'est la totalité) fut des hôtes relevant de la juridiction du Val-Saint-Esprit, soumis à la corvée (ADPC, ms. 488, p. 27, XIX^e siècle).

32. ADPC, ms. 488, p. 26, XIX^e siècle.

33. ADPC, ms. 488, p. 22-23, XIX^e siècle.

34. Le document ne précise pas les raisons de cette vente. S'agit-il d'une obligation financière pour répondre à un besoin urgent d'argent ou est-ce une vente forcée aux armées de Charles Quint ?

35. ADPC, ms. 488, p. 26-27, XIX^e siècle.

36. ADPC, 29 H 7, pièce n° 27, 25 février 1523 (n. st.).

37. Ce marchand et tailleur de grès de Béthune est l'un des principaux acheteurs de pierres issues du démantèlement, entre 1518 et 1523 (ADPC, ms. 488, p. 27, XIX^e siècle).

38. La récupération et le réemploi de matériaux de construction représentent une entreprise qui requière d'importants moyens matériels, techniques et financiers, que les religieux n'arrivent pas à réunir dans un contexte politique de plus en plus difficile.

39. Réalisée par Laurence Baudoux-Rousseau, cette analyse remet en cause l'idée selon laquelle les pierres du château auraient servi à la reconstruction du grand cloître. Néanmoins, il ne faut pas oublier que, dès 1518, les moines firent don d'une partie des pierres issues du château pour aider à la reconstruction du clocher de l'église du village de Gosnay, cf. L. BAUDOUX-ROUSSEAU, « La reconstruction et le décor des cloîtres de la chartreuse du Val-Saint-Esprit... », *op. cit.*, p. 267-268 ; L. BAUDOUX, « La chartreuse du Val-Saint-Esprit à Gosnay... », *op. cit.*, p. 87 ; A. BYLEDBAL et T. JÉRÔME, « Le Mont Sainte-Marie et le Val Saint-Esprit de Gosnay... », *op. cit.*, p. 147-162.

40. L. BAUDOUX-ROUSSEAU, « La reconstruction et le décor des cloîtres de la chartreuse du Val-Saint-Esprit... », *ibid.*, p. 272-273.

41. Toutes ces informations sont issues du paiement d'un arriéré de 280 livres sur la somme de 880 livres qui lui était due « pour l'achat de toute la pierre estans au chasteau de Gosnay lez ladicte ville de Béthune » (AMB, CC 97, fol. 159r, 1527-1528).

42. A. SALAMAGNE, « L'approvisionnement en pierre des chantiers médiévaux. L'exemple de Douai (Nord) aux XIV^e et XV^e siècles », *Archéologie médiévale*, 26 (1997), p. 54-76.

43. Face à l'augmentation des reconstructions induites par la multiplication des catastrophes naturelles, les historiens, les historiens de l'art et les archéologues s'intéressent à la question du réemploi pour les époques préindustrielles, depuis le début des années 2000, cf. P. BERNARDI et H. DESSALES, « Les réemplois en architecture, entre Antiquité et Moyen Âge : introduction à l'école d'été (Rome, 19-23 septembre 2016) », in *Mélanges de l'École française de Rome (Moyen Âge)*, 129/1 (2017), consulté le 6 janvier 2018 [<http://mefrm.revues.org/3550>] ; *Remploi et recyclage dans l'architecture. Comptes rendus de la table ronde de l'IRAMAT-CRP2A (Bordeaux, 29 juin 2017)*, mis en ligne le 21 février 2017, consulté le 22 février 2018 [<http://www.irammat-crp2a.cnrs.fr/spip/spip.php?article108>].

44. AMB, CC 97, fol. 105v, semaine du lundi 26 mai 1527.

45. AMB, CC 97, fol. 108v, semaine du lundi 3 juin 1527.

46. AMB, CC 98, s. p., semaine du 12 novembre 1527.

47. Le compte de démantèlement considère qu'un tiers du site est occupé par des ordures et immondices en 1523 et que cet espace ne sera jamais nettoyé ou mis à profit (ADPC, ms. 488, p. 25, XIX^e siècle).

48. AMB, BB 6, fol. 4r, 17 mars 1529 (n. st.).

49. Bien que la remise en état des terres et des outils agricoles ait contribué à une relance économique, dès la seconde moitié du ^{xv}^e siècle, cette situation était loin de concerner l'ensemble des établissements religieux de l'époque, surtout ceux situés dans les Pays-Bas méridionaux, cf. P. RACINET, *Crises et renouveaux : les monastères clunisiens à la fin du Moyen Âge (XIII^e-XVI^e siècle)*. De la Flandre au Berry et comparaisons méridionales, Arras, 1997, p. 228-336.
50. ADPC, 29 H 7, pièce n° 21, 9 mars 1494 ; pièce n° 25, 21 juin et 6 juillet 1507 ; pièce n° 26, 23 octobre 1518 ; pièce n° 27, 25 février 1523 (n. st.).
51. ADPC, 29 H 6, pièce n° 17, 30 décembre 1501.
52. ADPC, 29 H 8, pièce n° 3, 11 mars 1503 (n. st.).
53. ADPC, 29 H 10, pièce n° 24, 4 août 1494 ; pièce n° 25, 10 mars 1500 (n. st.) ; pièce n° 26, 8 mars 1510 ; pièce n° 27, 28 août 1514.
54. La chartreuse de moniales du Mont-Saint-Marie de Gosnay procède également au recentrage de son patrimoine autour de son établissement par un système de vente de terres éloignées et par l'achat de biens situés à proximité de Gosnay, cf. A. BYLEDBAL et T. JÉRÔME, « Le Mont Sainte-Marie et le Val Saint-Esprit de Gosnay... », *op. cit.*, p. 147-162.
55. Les moines chartreux envoient des représentants et des messagers à Malines, Bruxelles, Bruges, Lille, etc. (ADPC, ms. 488, p. 26, ^{xix}^e siècle).
56. ADPC, ms. 488, p. 28, ^{xix}^e siècle.
57. ADN, B 1615, fol. 9r-v, juin 1518 ; ADPC, 29 H 2, pièce n° 5, juin 1518 ; ADPC, ms. 488, p. 24-28, ^{xix}^e siècle.
58. ADPC, ms. 488, p. 27, ^{xix}^e siècle.
59. ADPC, ms. 488, p. 22-23, ^{xix}^e siècle.
60. La reprise des chiffres relevés par l'abbé Ingold offre un montant de 3 845 livres 5 sous, alors que la somme indiquée dans le texte est de 3 864 livres 4 sous. Ce décalage doit être le résultat d'une copie partielle du document originel.
61. ADPC, ms. 488, p. 24, ^{xix}^e siècle.
62. Les entreprises de démantèlement n'étant détaillées que dans de rares cas par les sources manuscrites, le recours à l'archéologie de terrain se présente comme une nécessité pour la connaissance et la compréhension de ces épisodes passés, cf. P. BRAGARD, « Démanteler les forteresses. Un survol historique... », *op. cit.*, p. 15-24.

RÉSUMÉS

Dans le cadre d'une recherche pluridisciplinaire portant sur le monastère cartusien du Val-Saint-Esprit de Gosnay, un éclairage a pu être apporté sur le rôle joué par les moines chartreux dans le démantèlement du château comtal de Gosnay dès 1518. L'historiographie s'étant principalement intéressée aux destructions menées par les princes dans le cadre d'une sanction, voire dans une moindre mesure en tant que politique préventive de la défense d'un territoire, il s'agit ici d'un cas atypique, puisque la destruction relève d'une action privée pour sécuriser les abords d'un monastère. Les différentes étapes de cette entreprise, du déclassement de la place forte par le comte d'Artois, en passant par les différents acteurs du démantèlement et la revente des matériaux de construction, sont renseignées par le croisement de sources administratives, comptables et notariales inédites, provenant des sphères ecclésiastiques et laïques.

Within the framework of an interdisciplinary research concerning the Carthusian monastery of Val-Saint-Esprit located in Gosnay, we've been able to provide a perspective concerning the role the Carthusian monks played in the dismantling of the comtal castle of Gosnay in 1518. Historiography having mainly covered the destructions led by princes as sentences, or to a smaller extent as a preventive policy for territorial defense, this case is unusual as the dismantling is a private action whose purpose is to defend the access to a monastery. The various stages of this process, from the downgrading of the fortified place by the count of Artois, to the various actors of the dismantling and the building materials resale, have been found in administrative, accounting and notarial unpublished information sources, from ecclesiastical and secular spheres.

INDEX

Mots-clés : château, démantèlement, chartreuse, Charles Quint

Index géographique : France/Gosnay, France/Béthune, France/comté d'Artois

Keywords : castle, dismantling, charterhouse, Charles V

AUTEUR

MATHIEU BÉGHIN

Post-doctorant en archéologie médiévale, université de Picardie Jules Verne/laboratoire TrAme (EA 4284)